



ALPILLES AUDIT

ASSOCIÉS

AGAPEI 13

Chemin de Sans-Soucis

13300 Salon de Provence

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les Membres,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGAPEI 13 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portent sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre association, ainsi que leur présentation d'ensemble, notamment concernant les éléments suivants :

- Evaluation et traduction comptable des subventions ;
- Evaluation et traduction comptable des fonds dédiés ;
- Evaluation et traduction comptable des provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Surveillance.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

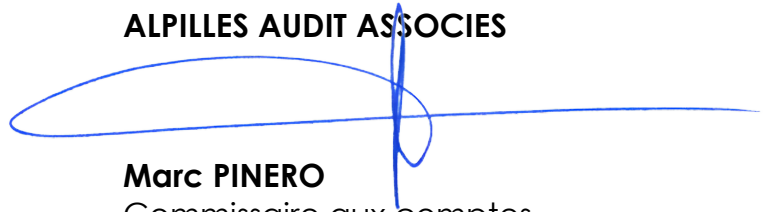
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Salon de Provence

Le 10 juin 2025

ALPILLES AUDIT ASSOCIÉS



Marc PINERO

Commissaire aux comptes

Bilan actif



	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais d'établissement</i>	274 538	274 538		
<i>Frais de recherche et de développement</i>	13 400	4 467	8 933	
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	120 585	53 560	67 025	3 610
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	2 133 801	493 154	1 640 648	1 704 966
<i>Constructions</i>	15 083 371	6 845 044	8 238 328	6 920 501
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	1 345 476	802 758	542 717	567 680
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	3 088 659	2 147 376	941 283	829 158
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	268 833		268 833	1 182 747
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	1 102 501		1 102 501	1 102 501
<i>Autres titres immobilisés</i>	105 335		105 335	105 335
<i>Prêts</i>	19 130		19 130	19 130
<i>Autres immobilisations financières</i>	51 464		51 464	47 777
Total I	23 607 093	10 620 896	12 986 197	12 483 405
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	78 298		78 298	18 657
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	26 630		26 630	77 233
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	251 368	5 233	246 135	206 553
<i>Autres créances</i>	1 224 316		1 224 316	1 734 302
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	6 402 833		6 402 833	4 827 622
<i>Disponibilités</i>	3 325 642		3 325 642	5 774 398
<i>Charges constatés d'avance</i>	93 572		93 572	71 028
Total II	11 402 659	5 233	11 397 426	12 709 793
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	35 009 753	10 626 130	24 383 623	25 193 198
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	1 104 734	1 104 734
<i>Autres fonds propres</i>	148 401	148 401
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	273 181	8 239 428
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	8 422 773	368 150
Report à nouveau	-228 726	-17 794
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	-2 191 500	-2 022 937
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	-153 209	-199 554
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-601 214	-91 566
Situation nette (sous-total)	6 774 439	7 528 862
Subventions d'investissement	1 896 821	2 145 031
Provisions réglementées	844 708	715 089
Total I	9 515 968	10 388 983
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	3 681 154	3 764 865
Total II	3 681 154	3 764 865
PROVISIONS		
Provisions pour risques	319 587	156 064
Provisions pour charges	1 632 852	1 482 889
Total III	1 952 439	1 638 953
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 093 207	6 449 095
Emprunts et dettes financières diverses	260	260
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	3 791	256
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	575 507	556 355
Dettes fiscales et sociales	2 073 553	1 725 981
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 186	240 387
Autres dettes	436 559	428 063
Total IV	9 234 062	9 400 398
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	24 383 623	25 193 198
(1) Dont à plus d'un an (a)	5 717 854	
Dont à moins d'un an (a)	3 512 418	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et de services	1 117 407	452 700	664 706	146,83
Ventes de biens	341 443	343 148	-1 705	-0,50
Ventes de prestations services	775 963	109 552	666 411	608,30
Produits de tiers financeurs	17 742 619	17 638 018	104 601	0,59
Concours publics et subventions d'exploitation	16 056 858	15 387 284	669 574	4,35
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom				
Ressources liées à la générosité du public	1 685 761	1 628 808	56 953	3,50
Contributions financières		621 926	-621 926	-100,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	154 089	602 446	-448 356	-74,42
Utilisation des fonds dédiés	252 818	370 281	-117 462	-31,72
Autres produits	316 792	409 247	-92 455	-22,59
Total I	19 583 726	19 472 691	111 034	0,57
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	576 155	394 425	181 730	46,07
Variations de stock	-59 642	-10 130	-49 511	488,75
Autres achats et charges externes	5 448 069	5 635 305	-187 236	-3,32
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	953 900	845 042	108 857	12,88
Salaires et traitements	8 495 756	7 820 780	674 976	8,63
Charges sociales	3 327 326	3 023 314	304 012	10,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	1 038 374	913 399	124 975	13,68
Dotations aux provisions	361 245	175 318	185 927	106,05
Reports en fonds dédiés	111 108	643 365	-532 257	-82,73
Autres charges	55 873	246 443	-190 570	-77,33
Total II	20 308 164	19 687 262	620 902	3,15
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-724 438	-214 571	-509 867	237,62
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	179	176	3	1,78
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti				
Autres intérêts et produits assimilées	208 927	148 537	60 390	40,66
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de				
Différences positives de change				
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla				
Total III	209 106	148 712	60 393	40,61
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi				
Intérêts et charges assililées	218 271	218 102	169	0,08
Différences négatives de change				
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla				
Total IV	218 271	218 102	169	0,08
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-9 165	-69 389	60 225	-86,79
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-733 603	-283 960	-449 643	158,35
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	6 250	3 000	3 250	108,33
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	274 856	153 151	121 704	79,47
Total V	281 106	156 151	124 954	80,02

Compte de résultat



	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	1	2 874	-2 873	-99,98
Sur opérations en capital				
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi	230 154	147 076	83 078	56,49
Total VI	230 155	149 950	80 204	53,49
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	50 951	6 201	44 750	721,62
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	71 771	13 361	58 410	437,17
Total des produits (I + III + V)	20 073 937	19 777 555	296 382	1,50
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	20 828 360	20 068 675	759 685	3,79
EXCEDENT OU DEFICIT	-754 423	-291 120	-463 303	159,15
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Règles et méthodes comptables



Désignation de l'association : AGAPEI 13

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 24 383 623 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 754 423 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L' Association a été créée en 2014. Un apport partiel d'actif signé le 7 octobre 2013 a validé un rapprochement des associations LES PAPILLONS BLANCS à SALON et LA CHRYSALIDES à ARLES. Le regroupement est effectif depuis le 1er janvier 2016.

L'Association a bénéficié d'un apport sans droit de reprise de 200 000€ versé à 50 % par les deux Associations participantes au projet de création de l' AGAPEI NO13.

Le projet qui avait présidé au regroupement de l'AGAPEI 13 N.O des établissements initialement gérés par la Chrysalide d'Arles et les Papillons Blancs de Salon de Provence n'a pas atteint l'ensemble des objectifs et il a été décidé lors de l'AGE du 7/12/2021 de procéder au transfert de la gestion de Mas Saint Pierre à la Chrysalide d'Arles.

De convention expresse entre les parties, le présent apport partiel d'actif a eu lieu le 1 er janvier 2022. Par conséquent, le nom de l'Association a été modifié et a pour dénomination AGAPEI 13 : " ASSOCIATION DE GESTION DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTES 13 ".

L'Association, en lien avec l'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTES (UNAPEI), l'UNION REGIONALE (URAPEI PACA), l'UNION DEPARTEMENTALE (UDAPEI 13), toutes unions, fédérations, associations ou autres, ayant un objet similaire, a notamment pour objet social de :

- de gérer les établissements objets des apports partiels d'actifs consentis par l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon et des environs ;
- de garantir un accompagnement de qualité fondé sur les valeurs des associations parentales adhérentes à l'UNAPEI ;
- de créer, de gérer des établissements spécialisés pour enfants, adolescents, et adultes handicapés mentaux, tendant à l'éducation, la rééducation, l'adaptation, la mise au travail, l'insertion sociale, l'hébergement et l'organisation des loisirs ;
- de développer des activités commerciales directes de sous-traitance conforme aux objectifs des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et des entreprises adaptées (EA), ainsi que toutes autres activités qui seraient prévues dans l'avenir par la loi pour l'aide aux personnes handicapées mentales ;
- plus généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social défini au présent article, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère non lucratif de l'association au regard des principes de loi du 1er juillet 1901.

Les membres

L'association se compose des administrateurs des Papillons Blancs de Salon de Provence, qui désirent apporter leur soutien aux buts et actions poursuivis par l'association, tels que ces derniers sont visés par l'objet social, en faisant un apport permanent de connaissances et d'activités.



Règles et méthodes comptables

Etablissements sous gestion :

- IME et SESSAD « Les Cypres » Agrément : 144 places Accueil de jour (10 de l'UEEA) et 20 places en Internat, 21 places Accueil de jour pour le SESSAD
- Esat « Les Cigales » Agrément 120 places Accueil de jour
- FAM « La Sauvado » Agrément de 26 places au titre de l'hébergement Permanent, 5 places d'Accueil de jour et 1 place d'Accueil Temporaire
- Résidence « La Sousto » Agrément de 37 places en hébergement permanent, 3 places d'Accueil Temporaire et 10 places Accueil de jour (SAESAT)
- Foyer « Lou Calen » Agrément de 39 places d'hébergement permanent 6 places en accueil de jour et 1 place d'Accueil Temporaire
- SAMSAH Passiero : 15 places Accueil de jour pour adulte TSA.
- Le Siège Administratif.
- Atelier Protégé.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 5 ans
- * Aménagements des terrains : 8 à 10 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 8 à 40 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 5 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Inspection du CD13 à Lou Calen – Points clés et évolutions :

Lors de l'inspection du CD13 à Lou Calen, plusieurs points importants ont été relevés. L'Agapei a apporté une réponse structurée à ces constats. Des moyens supplémentaires ont été alloués à la suite des propositions du gestionnaire. Ainsi, le pôle foyer a été scindé en deux entités distinctes : un Pôle EANM et un Pôle EAM, chacun bénéficiant de sa propre direction. Pour renforcer l'encadrement, trois postes d'AES et un poste de RESEG ont été créés. De plus, un budget de fonctionnement a été accordé pour aménager les locaux dédiés aux activités de jour.

Par ailleurs, un changement du système de production d'eau chaude a été pris en charge pour un montant de 120 000 € à la place du bailleur.

Concernant le bâtiment, des échanges ont eu lieu avec le bailleur en vue d'un éventuel rachat du foyer. La première proposition ayant été jugée trop élevée, une nouvelle offre est attendue. En parallèle, un signalement a été adressé au Conseil Départemental concernant la situation financière préoccupante de Lou Calen. Celui-ci a répondu en tenant compte des enveloppes prévues dans le cadre du CPOM et du Pôle EANM. Il est également prévu que La Sousto apporte un soutien financier complémentaire à Lou Calen.

Autres établissements – Travaux et projets

À Sauvado, les travaux de la future microstructure débuteront en 2025, le PAI ayant été obtenu en janvier. L'IME a quant à lui obtenu un projet de répit de jour et de nuit pour 7 places, dans le cadre des « 50 000 solutions ». De plus, une classe UEEA en milieu ordinaire a été ouverte en septembre 2024, accueillant 10 enfants.

Concernant l'IME, le SESSAD et l'Esat Social, le financement du Ségur pour tous a été versé, bien qu'un trop-perçu ait été constaté. Celui-ci a fait l'objet d'une provision pour risques, qui sera conservée pendant trois ans. Le coût du Ségur non financé ailleurs s'élève à 196 000 € pour l'ensemble de l'Agapei 13. Ce poids financier pèse particulièrement sur des structures comme l'EA ou le siège, où tous les salariés sont concernés par cette mesure.

Outils de gestion – Provisions et autorisations

L'évolution des outils de travail s'est poursuivie avec l'intégration d'Octime pour la gestion du temps de travail. Cette mise en place a nécessité une reprise manuelle des soldes de congés payés pour chaque salarié, entraînant un rehaussement des provisions à hauteur de 170 000 € sur l'IME. Par ailleurs, l'introduction de Paye First en 2025 pourrait générer un impact sur les provisions IDR dans les bilans de la même année. Une fois ces outils stabilisés, une permanence des méthodes sera instaurée.

L'absence d'autorisation pour le siège depuis 2022 génère un sous-financement, en lien avec la séparation associative et le non-renouvellement des autorisations. Une demande officielle d'autorisation sera déposée en 2025, en même temps que les CPOM.

Les provisions IDR ont été réactualisées, avec une hausse de 20 000 € à l'IME et de 40 000 € au siège.

Travaux et investissements

Plusieurs projets ont abouti au cours de l'année 2024 :

- la réception et la mise en service du nouveau siège ont eu lieu en octobre 2024 (550 000 €).
- l'internat a été livré en mars 2024 (1 100 000 €)
- le local pour les activités de jour à Lou Calen a été mis en service en octobre 2024 (133 000 €).

Les éventuels surcoûts restent conformes aux prévisions des PPI.

Système d'information

La mise en œuvre du DUI, cofinancée par la CNSA, s'est poursuivie en 2024 en partenariat avec l'APEI d'Orange et terminée en 2025 avec succès. Il a permis l'acquisition et la formation au DUI et des investissements conséquents concernant le numérique.

Faits caractéristiques



Recours à l'intérim

Le recours à l'intérim reste très significatif en 2024, entraînant des dépassements importants sur les dépenses de personnel. Cette situation est l'une des causes majeures des déficits constatés dans certains établissements, notamment à Lou Calen et à l'IME. Le montant total engagé pour l'intérim s'élève à 1 573 000 € pour l'année 2024.

Notes sur le bilan



Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	274 538	13 400		287 938
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	41 691	79 774	880	120 585
Immobilisations incorporelles	316 228	93 174	880	408 523
- Terrains	2 133 801			2 133 801
- Constructions sur sol propre	6 268 676		236 345	6 032 331
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	7 181 692	773 917	1 194 798	9 051 041
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 326 536	62 844	43 905	1 345 476
- Installations générales, agencements aménagements divers	854 698	7 047	10 190	851 555
- Matériel de transport	813 953	121 864	48 183	887 634
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 143 136	247 051	60 205	1 329 982
- Emballages récupérables et divers	19 489			19 489
- Immobilisations corporelles en cours	1 182 747	231 200	1 145 114	268 833
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	20 924 728	1 443 924	2 738 740	21 920 141
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 102 501			1 102 501
- Autres titres immobilisés	105 335			105 335
- Prêts et autres immobilisations financières	66 907	3 686		70 594
Immobilisations financières	1 274 743	3 686		1 278 430
ACTIF IMMOBILISE	22 515 700	1 540 785	2 739 620	23 607 093

Notes sur le bilan



Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	274 538	4 467		279 004
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	38 080	16 360	880	53 560
Immobilisations incorporelles	312 618	20 826	880	332 565
- Terrains	428 836	64 318		493 154
- Constructions sur sol propre	4 048 807	180 246	236 345	3 992 707
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 481 060	420 962	49 686	2 852 336
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	758 856	87 807	43 905	802 758
- Installations générales, agencements aménagements divers	608 397	51 207	10 190	649 414
- Matériel de transport	603 072	79 011	48 183	633 899
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	773 355	130 114	57 325	846 144
- Emballages récupérables et divers	17 294	625		17 918
Immobilisations corporelles	9 719 677	1 014 290	445 634	10 288 332
ACTIF IMMOBILISE	10 032 295	1 035 116	446 514	10 620 896

Notes sur le bilan



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 639 850 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	19 130		19 130
Autres	51 464	500	50 964
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	251 368	251 368	
Autres	1 224 316	1 224 316	
Charges constatées d'avance	93 572	93 572	
Total	1 639 850	1 569 756	70 094
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le poste client correspond aux activités commerciales de l'ESAT.

Les autres créances correspondant principalement aux créances liées à la tarification et à une subvention investissement à recevoir de 180 000 €.

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	78 944
Avoir à recevoir	2 623
D. et c. divers produits à recevoir	151 287
Total	232 854

Notes sur le bilan



Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 253 135				1 253 135
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	8 239 428			7 966 247	273 181
Réserves des activités sociales	368 150	52 035	8 100 628	98 040	8 422 773
RAN hors activités sociales	-17 794	-210 932			-228 726
RAN des activités sociales	-2 022 937	-132 222		36 341	-2 191 500
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-199 554	199 554		153 209	-153 209
Exc.ou Déficit des activités sociales	-91 566	91 566		601 214	-601 214
Situation nette	7 528 862		8 100 628	8 855 051	6 774 439
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 145 031		5 312	253 522	1 896 821
Provisions réglementées	715 089		227 273	97 655	844 708
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	10 388 983		8 333 213	9 206 228	9 515 968

Il a été constaté des écritures de reclassement qui se traduisent dans les comptes :

- Dans les Réserves hors activités sociales dans la colonne diminution pour un montant de 7 966 247 €
- Dans les Réserves activités sociales dans la colonne augmentation pour un montant de 7 966 247 €.

Notes sur le bilan



Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	715 089	227 273	97 655	844 708
Total	715 089	227 273	97 655	844 708
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		227 273	97 655	

Les provisions réglementées concernent les plus values sur cession d'actif et plus values sur placements financiers.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	1 482 889	197 722	47 759		1 632 852
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	156 064	163 523			319 587
Total	1 638 953	361 245	47 759		1 952 439
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		361 245	47 759		
Financières					
Exceptionnelles					

Il a été comptabilisé une provision pour risque et charge dans l'IME à hauteur de 130 131 € et 4 409 € dans le SESSAD et le CAT B pour

Notes sur le bilan



28 983 €. Cette provision concerne le trop perçu du financement du SEGUR pour un total de 163 523 €.

3 risques prud'homaux ont été provisionnés à hauteur de 156 064 € en 2022. Cette provision a été maintenue.

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 230 272 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	6 093 206	375 612	1 508 971	4 208 623
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	260			260
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	575 507	575 507		
Dettes fiscales et sociales	2 073 553	2 073 553		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 186	51 186		
Autres dettes (**)	436 559	436 559		
Produits constatés d'avance				
Total	9 230 272	3 512 418	1 508 971	4 208 883
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	355 216			
(**) Dont envers les associés				

L'Aggloprope Provence accorde sa garantie au bénéfice pour l'emprunt de :

- La SOUSTO auprès de la CAISSE EPARGNE à hauteur de 55 % soit au 31/12/2024 : 1 629 062 €,
- La SAUVADO auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS à hauteur de 55 % soit au 31/12/2024 : 143 000 €.

La ville de Salon de Provence accorde sa garantie au bénéfice pour l'emprunt de :

- L'IME auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS soit au 31/12/2024 : 1 659 751 €,
- La SAUVADO auprès de la CAISSE EPARGNE à hauteur de 50 % soit au 31/12/2024 : 295 520 €,
- La SAUVADO auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS à hauteur de 45 % soit au 31/12/2024 : 117 000 €,
- La SOUSTO auprès de la CAISSE EPARGNE à hauteur de 45 % soit au 31/12/2024 : 1 332 869 €,
- L'ATELIER PROTEGE auprès de la CAISSE EPARGNE à hauteur de 50 % au 31/12/2024 : 303 039 €.

Notes sur le bilan



Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenue	143 064
Sur emprunts auprès des établisseme	14 404
Sur dépôts et cautionnements reçus	260
Dettes provis. congés à payer cdd	6 972
Dettes provis. congés à payer cdi	663 739
Autres charges à payer	44 860
Dettes prov cet	211 674
Charges sociales sur congés à payer	293 483
Charges sociales s/ cap cdd	3 480
Ch soc/conges a paye	29 424
Autres charges à payer ss	22 007
Charges sociales cet	116 421
D. et c. divers charges à payer	2 116
Total	1 551 903

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	93 572		
Total	93 572		

Notes sur le compte de résultat



Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 21 360 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		8 996 727	6 977 358			15 974 085
Subventions d'exploitation		76 321			6 452	82 773
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		91 310	31 331			177 201
						16 234 059

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1	
Amortissements des immobilisations	2 881	
Autres provisions réglementées	227 273	
Produits des cessions d'éléments d'actif		6 250
Subventions d'investissement virées au résultat		177 201
Autres provisions réglementées		97 655
TOTAL	230 155	281 106

Notes sur le compte de résultat



Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	754 423	
résultat gestion conventionnée	601 214	
Part du résultat sur gestion conventionnée	601 214	
Part du résultat sur gestion libre	153 209	

Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	-754 423	-291 120
Reprise du résultat antérieur (*)	24 442	24 442
Excédent ou déficit effectif global	-729 981	-266 678
Dont résultat effectif sous gestion propre	-153 209	-199 554
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-601 214	-91 566
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		



Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Les travaux de la Villa du Répit débuteront en septembre 2025. Ils s'inscrivent dans un engagement de six mois pour un coût total de 190 000 € TTC.

Un bail d'une durée de douze ans a été signé dans ce cadre.

Par ailleurs, les travaux liés à la microstructure ont également démarré en avril 2025.

Le projet DUI est désormais clôturé en 2024 sur atteinte des indicateurs de mesures.

En ce qui concerne l'EA, le contrat d'approvisionnement actuel est dénoncé et nous procédons à un nouvel appel d'offre. Un double enjeux en résulte (financier et qualité).

Concernant, la gouvernance et l'organisation interne, la direction de l'EANM est désormais en place. La direction actuelle du pôle Travail assurera prochainement la direction du pôle EAM, et un recrutement est en cours pour pourvoir le poste de direction du pôle Travail.

Enfin, un nouveau directeur pour le pôle Enfance arrivera en juin, en remplacement du directeur actuel partant à la retraite.

Pour finir, l'autodiagnostic dans le cadre du CPOM, en lien avec le Conseil Départemental et l'ARS, est en cours. La procédure d'autorisation du siège est également en phase de traitement.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 247 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	8	25	33	22
Employés	48	194	242	225
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	56	219	275	247

Autres informations



Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

le montant de la rémunération des 3 principaux cadres s'élèvent à 227 943 €.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 632 852 euros

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Les contributions volontaires en nature concernent la mise à disposition de locaux par l'association LES PAPILLONS BLANCS. Aucune valorisation n'a été communiquée au titre de 2024.

Le bénévolat n'est pas valorisé, il concerne uniquement les membres du conseil de surveillance.

Autres informations



Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	
Fonds dédiés fina		96 565	95 264		98 956	100 257	
Fonds dédiés sur i		3 600 299	150 219		70 052	3 520 132	
Fonds dédiés sur		68 000	7 335		100	60 765	
Total		3 764 864	252 818		169 108	3 681 154	

La colonne engagement à réaliser (C) comprend le transfert du dégrevement de TVA de ESAT Budget à l'ESAT Production pour la somme de 44 688 €.

Le montant n'a pas impact de résultat.

Un fonds dédiés à hauteur de 50 k€ a été doté chez LOU CALEN pour le remplacement de la chaudière.